



CSAD du 24 novembre 2023

**Déclaration liminaire de la FSU
62**

Monsieur le Directeur Académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CSAD 62,

Avant tout, nous rappelons que ce CSAD se tient à peine plus d'un mois après l'assassinat de notre collègue, professeur de français, Dominique Bernard, victime d'un acte terroriste commis dans la cour de son lycée par un ancien élève radicalisé. Toutes nos pensées vont une fois encore à ses proches ainsi qu'aux proches du professeur d'EPS et des deux agents de la région grièvement blessés. Nous adressons également de nouveau tout notre soutien à l'ensemble de la communauté éducative de la cité scolaire Gambetta Carnot meurtrie par ce drame. Si le temps passe et qu'une actualité en chasse une autre, nous ne devons jamais oublier que l'école publique et laïque est devenue la cible de tous les obscurantismes qui ne tolèrent pas son rôle émancipateur.

Mais si de nombreuses personnalités politiques se sont empressées d'exprimer leur soutien à la communauté éducative et de valoriser l'école comme un rempart contre l'obscurantisme, il ne suffit pas de convoquer l'idéal de l'École de la République et faire de grandes déclarations à l'attention des personnels à chaque drame. C'est même particulièrement insupportable quand ces bonnes intentions ne sont pas suivies d'actes pour renforcer l'école en lui donnant les moyens de fonctionner pour, entre autres, réduire les inégalités et améliorer les conditions d'exercice des personnels. L'institution ne peut se contenter de mots pendant quelques jours lorsqu'un de ses personnels est assassiné, la FSU exige des actes et un réel soutien au quotidien.

Avec l'arrivée de G.ATTAL à la tête du ministère il y a quelques mois, Les personnels ne s'attendaient ni à un profond bouleversement concernant la reconnaissance de leur travail, ni à l'amélioration de leurs conditions de travail. En effet, G.ATTAL, tutoré par E.MACRON, s'inscrit depuis le début dans la même ligne que le programme présidentiel de destruction du service publique d'éducation.

Dès ses premiers jours, il détourne l'attention avec l'interdiction de l'abaya, puis il continue en annonçant l'interdiction des textes à trous, outils qui peut pourtant s'avérer utile pour gérer l'hétérogénéité et l'inclusion des élèves, encore plus avec le manque criant d'AESH. Et c'est méconnaître le travail en classe dans les établissements publics que de préconiser 2h de lecture par jour et la production d'un texte écrit par semaine en CM2. Comme si les enseignants avaient attendus cette idée lumineuse du Ministre pour enfin commencer à travailler.

Ce sera désormais avec la question du redoublement que notre ministre masquera les dégradations de nos conditions de travail et les problèmes de salaire. Les enseignant.es auraient préféré entendre l'abandon des évaluations nationales, chronophages et inutiles, ou encore un retour à une véritable formation continue, sur temps de travail et choisie par chaque personnel. Au lieu de ça, le ministre souhaite que les formations se fassent désormais sur le temps personnel, à cause du manque de remplaçant.es.

Et concernant la reconnaissance de notre travail, nous dénonçons de nouveau la ridicule revalorisation des enseignants qui passent par une trop faible augmentation de la valeur du point d'indice pour tous les fonctionnaires, un prime d'attractivité qui ne concerne qu'à peine 30 % des enseignant.es et un simple doublement de l'ISAE et de l'ISOE. Le pacte n'étant en rien une revalorisation, mais un énième "travailler plus pour gagner plus".

Pour terminer sur le manque de connaissance de notre ministre sur le travail des enseignant.es, revenons sur son interview dans zone interdite sur M6, où il annonce que les enseignant.es doivent être fier.es en rentrant chez eux le soir de pouvoir contribuer à l'épanouissement des enfants. C'est encore une fois mal connaître notre travail. Les enseignant.es n'ont pas le temps d'être fier.es en rentrant chez eux, car avant cela, ils doivent corriger les travaux des élèves, préparer leurs séances, élaborer et rédiger des PPRE, des GEVASCO, des demandes d'aide, répondre à des commandes hiérarchiques qui ne sont

d'aucune utilité pour leur travail de classe, et vérifier si les informations données dans les formations sont bien conformes à la loi ! Et la liste n'est pas exhaustive !

Mais heureusement, la société n'est pas dupe. Malgré une publicité accrocheuse « enseignants, un métier mieux rémunéré » la crise du recrutement perdure, puisqu'une nouvelle fois, l'inscription au concours a dû être prolongée.

Concernant l'ordre du jour de ce CSAD, on comprend bien en lisant les documents que vous justifiez le coup de rabot dans le nombre d'emplois que le Pas-de-Calais a subi, uniquement par l'évolution démographique. La FSU trouve dommage de ne voir aucune information sur le nombre de journées de classe non remplacées, sur le nombre d'élèves suivis par chaque AESH, sur le nombre d'élèves en attente d'une AESH, sur le nombre de demandes d'aide, sur le nombre d'élèves en attente d'une place en ULIS, ITEP, IME, sur le nombre d'élèves à besoins éducatifs particuliers, sur le nombre d'enseignants en souffrance à cause de leurs conditions de travail... Le nombre croissant de fiches du registre RSST à ce sujet nous incite à penser que les chiffres auraient été, sans aucun doute, en très forte hausse ces dernières années ! Cela devrait être pris en compte !

Concernant plus particulièrement les collèges du Pas-de-Calais :

Rappelons, qu'en Europe, c'est la France qui détient le palmarès des classes les plus chargées au collège, avec 26 élèves par classe en moyenne alors que pour les 22 pays de l'UE membres de l'OCDE, il y a en moyenne 21 élèves par classe au collège. Plutôt que d'invoquer la baisse démographique pour justifier des suppressions de postes, il serait opportun pour l'institution de profiter de cette situation pour entamer enfin la baisse des effectifs d'élèves dans les classes plutôt que de chercher à les maintenir au niveau où ils sont, ou les accroître encore.

Selon les documents DSDEN, il y a environ 500 élèves en moins dans les collèges depuis la rentrée 2017, dont 200 en moins en SEGPA. Pourtant, c'est plus de 2000 heures-postes qui ont été supprimées pendant cette période, soit l'équivalent de 113 postes d'enseignant du second degré, ou pour le dire autrement 1 poste supprimé tous les 5 élèves en moins !

Mais malgré cette rentrée marquée par de nombreuses fermetures de classes, ce sont une nouvelle fois 1709 suppressions de postes dans le 1er degré et 484 dans le second qui sont

inscrites dans le projet de budget pour 2024. Ce régime draconien prive le service public d'éducation des moyens indispensables à son bon fonctionnement. Il annonce une rentrée scolaire 2024 catastrophique. Notre Ministre se plaint d'une baisse de niveau des élèves ... encore faudrait-il savoir sur quoi il se base pour l'affirmer... Mais si elle existe, ne serait-il pas temps qu'il interroge lui aussi sa copie ? Cette baisse de niveau ne serait-elle pas liée à la baisse des moyens mis au service des élèves ? La FSU exige des créations de postes pour permettre le retour du dispositif « plus de maîtres que de classes » qui était plébiscité par les enseignant.es, favoriser l'inclusion et le suivi des élèves en difficulté avec la création de postes d'AESH, de RASED, améliorer le remplacement et la formation, tenir compte des tous les élèves présents dans les classes, en particulier les 2ans et faire baisser les effectifs dans toutes les classes.

Enfin, lors du CDEN exceptionnel du 21 novembre, M. le préfet a souhaité féliciter l'ensemble des personnels des écoles, collèges et lycées du département pour leur professionnalisme, leur disponibilité pour les élèves et leurs familles ainsi que pour leur sang-froid dans les situations de crises, malgré les multiples événements traumatisants dont ils ont été victimes ces dernières semaines. Il a demandé aux organisations syndicales de relayer ses félicitations auprès des collègues. Pour la FSU, la meilleure façon de remercier les personnels serait leur annoncer des bonnes nouvelles. L'une d'entre elles serait de tenir compte des réalités de terrain concernant la carte scolaire lors des CSAD du mois février en annulant toutes les fermetures et actant toutes les ouvertures qui seraient souhaitées par les équipes des écoles et des établissements.

Pour cela, nous vous demandons, M. le directeur Académique, d'intervenir auprès du ministère pour que la dotation négative qui est certainement prévue pour notre académie, se transforme en dotation positive. Cela permettrait de terminer cette année scolaire difficile sur une note positive et de reprendre beaucoup plus sereinement à la rentrée de septembre 2024.